



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de
l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – CD – 2025 -139

Arras, le

04 JUIN 2025

COMMUNE DE TINCQUES

SOCIÉTÉ LES DÉLICES DES 7 VALLÉES

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le règlement (UE) 2024/573 du Parlement Européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) n°517/2014 ;

Vu le code de l'environnement, en particulier les articles **L.124-4, L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L.521-17, R.543-82** ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de M Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4802 (rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;

Vu l'arrêté d'autorisation environnementale unique du 18 décembre 2020 ayant autorisé la société les Délices des 7 Vallées afin d'étendre ses activités, sur son site de Tincques, situé ZAC les Vingt-huit ;

Vu l'arrêté n°2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site en date du 1^{er} avril 2025 ;

Vu le rapport d'inspection du 7 avril 2025 transmis à l'exploitant par courriel le 7 avril 2025 conformément aux articles **L.171-6** et **L.514-5** du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'exploitant ne dispose pas d'un inventaire des équipements contenant plus de 2kg de fluide frigorigène conforme au point **3.3** de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 août 2014 susvisé.

Considérant que l'exploitant ne dispose pas du registre mentionné à l'article **71** du règlement 2024/573 du 7 février 2024 susvisé.

Considérant que les fiches d'intervention disponibles auprès de l'exploitant ne sont pas systématiquement contresignées et leur durée d'archivage doit être au minimum de cinq ans conformément à l'article **R.543.82** du code de l'environnement.

Considérant que l'examen des fiches d'intervention disponibles auprès de l'exploitant montre que la périodicité des contrôles d'étanchéité prévus par l'article **5.6** du règlement 2024/573 du 7 février 2024 et par l'article **4** de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susvisés n'est pas systématiquement respectée (machine à glace ZBE1200 n°116608 et centrale 2015).

Considérant que le contrôle effectué le 8 janvier 2025 sur l'équipement Mitsubishi PUHY-P400YHM-A après réparation n'a pas été suivi d'un nouveau contrôle d'étanchéité entre 24H et 1 mois suivant cette réparation, comme l'impose l'article **4.5** du règlement 2024/573 du 7 février 2024 susvisé.

Considérant que l'étiquetage des équipements ne comporte pas systématiquement les indications prévues à l'article **12.3** du règlement 2024/573 du 7 février 2024 susvisé.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles **L.171-7** et **L.521-17** du code de l'environnement en mettant en demeure la société les Délices des 7 Vallées de respecter les prescriptions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article **L.511-1** du code de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1^{er} –

La société les Délices des 7 Vallées, implantée ZAC les Vingt-huit 62127 Tincques, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

PRESCRIPTION				DÉLAI	
Point 3.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 04/08/2014 modifié :				2 mois	
« L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport. »					
Article 4 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 modifié :				2 mois	
« La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :					
CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT		PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3		PÉRIODE DES CONTRÔLES si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg		12 mois		
	30 kg ≤ charge < 300 kg		6 mois		
	300 kg ≤ charge		3 mois		
HFC, PFC	5 t. éq. CO2 ≤ charge < 50 t. éq. CO2		12 mois		24 mois
	50 t. éq. CO2 ≤ charge < 500 t. éq. CO2		6 mois		12 mois
	500 t. éq. CO2 ≤ charge	Équipement mobile	3 mois		6 mois
		Équipement fixe			6 mois
		Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois		
».					

<p>Article R.543-82 du code de l'environnement :</p> <p>« L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R.543-156 à R.543-165 ou aux dispositions des articles R.543-79 à R.543-206. »</p>	<p>2 mois</p>
<p>Article 4.5 du règlement 2024/573 :</p> <p>« Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation. »</p>	<p>2 mois</p>
<p>Article 7.1 du règlement 2024/573 :</p> <p>« 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ; b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ; c) la quantité de gaz récupérée ; d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; 	<p>2 mois</p>

<p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz. »</p>	
<p>Article 12.3 du règlement 2024/573 :</p> <p>« L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :</p> <p>a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ;</p> <p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p> <p>L'étiquette indique les informations suivantes, le cas échéant :</p> <p>a) une mention indiquant que les gaz à effet de serre fluorés sont contenus dans un équipement hermétiquement scellé ;</p> <p>b) une mention indiquant qu'un appareil de commutation électrique a un taux de fuite testé, indiqué dans les spécifications techniques du fabricant, inférieur à 0,1 % par an.</p> <p>Lorsque des produits ou des équipements ont été modernisés et que les gaz à effet de serre fluorés ont été substitués, ces produits ou équipements sont réétiquetés avec les informations visées au présent paragraphe mises à jour.</p>	<p>2 mois</p>

Article 2 –

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article **L. 171-8-II** du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 – Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société les Délices des 7 Vallées et dont une copie sera transmise en mairie de Tincques.

Pour le préfet,
le secrétaire général



Christophe Marx

Copies destinées à :

- Société les Délices des 7 Vallées
- Mairie de Tincques
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, U.D de l'artois
- Dossier